

Après les élections européennes...

Après les élections Européennes, quelles perspectives ?

Nous sommes choqués, « tétanisés » par les résultats du Front National aux élections Européennes. Le Front National obtient 4,7 millions de voix soit autant qu'au soir du 21 avril 2002 avec une abstention considérable : 57,6 % ce qui démontre un désintérêt général.

Avec Marine le Pen, le FN semble plus présentable mais les thèses sont les mêmes. Il ne faut pas que ce parti rassemble tous les mécontents, toutes les rancœurs, toutes les détresses.

Alors, comment revivifier la vie politique pour redonner espoir aux personnes qui vivent dans les périphéries des villes ?

Toute la vie en société est à repenser : les cœurs des villes et les périphéries, les services de proximité aux personnes, les bureaux de poste, les maternités, les hôpitaux, le généraliste qui prend sa retraite et qui n'est pas remplacé, l'épicerie qui ne peut vivre face à la concurrence des hypermarchés...

Le tissu social se désintègre en détruisant les uns après les autres les lieux de socialisation. Il ne faut pas que la France devienne une friche avec un chômage qui augmente mois après mois.

Le manque de perspectives est présent partout. Le gouvernement attend la croissance, mais la croissance de qui ? de quoi ? et

le soir au 20H. on parle de dangerosité dans les banlieues, du « problème » de l'immigration... Tous les ingrédients sont présents pour la montée des extrêmes.

Comment revivifier le tissu social ? Comment redonner de l'espoir aux populations ? Comment redonner des perspectives d'avenir ?

Sommes-nous capables de réactiver le REVE avec le R comme *résistance créatrice*, le E comme *l'expérimentation anticipatrice*, le V comme une *vision transformatrice* comme nous le dit Patrick Viveret.

Nous sommes dans ce moment critique où animés par nos valeurs d'Évangile nous devons participer à la libération de l'imaginaire, à rechercher l'espérance pour sortir de la sidération.

Le livre de Bénédicte Manier : « ***Un million de révolutions tranquilles*** » nous montre des citoyens ordinaires qui vivent en Asie, en Amérique Latine à New-York ou à Tokyo... Ils viennent de milieux sociaux variés. Ensemble, ces hommes et ces femmes ont engagé localement de petites révolutions.

« ***Un autre monde existe, il est dans celui-ci*** » nous dit Paul Eluard.

L'Europe : communiqués d'**ECCO** et de la **JEC**

Equipe de chrétiens en classe ouvrière (ECCO Caen)

(membre de la fédération des Réseaux du Parvis)

Contre une Europe libérale

Pour une Europe sociale

Même si l'Europe actuelle ne correspond pas à l'attente des

peuples qui ont pu s'exprimer (référendum de mai 2005 sur la constitution européenne), il est impensable d'envisager de se replier dans nos frontières. Dans quelques semaines nous allons voter pour élire des députés au Parlement européen pour 5 ans. C'est le résultat des élections européennes qui déterminera les choix des chefs d'état et de gouvernement pour proposer au parlement européen un candidat à la présidence de la commission européenne. Le candidat devra ensuite être approuvé par le Parlement européen à la majorité des membres qui le composent (soit 376 députés sur 751). En conséquence plus le taux de participation sera important, plus le rôle du Parlement sera important dans la politique européenne, en particulier, pour définir les directives.

Rappelons quelles sont ces institutions, définies par des traités :

Le Conseil Européen, constitué de tous les chefs d'états et de gouvernement

La Commission Européenne dont les membres sont proposés par les gouvernements et approuvés par le Parlement. Elle est à la source des lois et en contrôle le respect par les Etats.

Autres importantes commissions, au pouvoir indépendant des Etats : la Banque Centrale Européenne (BCE), la Cour de Justice de l'Union Européenne...

Le Conseil de l'Union Européenne, constitué des ministres compétents des différents Etats, amende et vote les lois européennes.

Le Parlement Européen amende et vote les lois européennes, sauf dans les domaines où le conseil décide à l'unanimité.

A ces institutions s'est ajoutée la Troïka constituée de représentants de la Commission Européenne, de la Banque centrale européenne (BCE) et du Fonds monétaire international (le FMI).

La politique de l'Union Européenne est décidée par des institutions qui n'ont pas de fonctionnement démocratique, sauf le Parlement avec un pouvoir bien trop limité. Elle régit tous les aspects de la vie des citoyens européens, c'est dire son importance ! Le « lobbying » des entreprises multinationales auprès de la Commission européenne est souvent déterminant pour orienter les décisions à leur avantage ! Le 12 mars 2014, par exemple, il a été décidé que les activités d'exploration et d'extraction des hydrocarbures de schiste seront exemptées d'études d'impact environnemental sous la pression du lobby pétrolier, avec les conséquences que l'on peut imaginer !

Ce que beaucoup d'européens critiquent, ce n'est pas le projet d'une union européenne, **mais son orientation libérale** qui fait oublier les principes généreux de ses promoteurs ! Alors que les politiques devraient favoriser l'harmonie entre les membres de l'Europe, elle les met au contraire en concurrence.

La politique actuelle est guidée par la rigueur budgétaire et par la mise en place d'un libéralisme outrancier, en appliquant à la lettre le principe de la « **concurrence libre et non faussée** » contenu dans le traité de Lisbonne. En conséquence, à terme l'objectif est la disparition des services publics. La classe ouvrière européenne (salariés, précaires, chômeurs) subit des plans d'austérité. Ceux qui sont mis en place par la troïka en Grèce, puis en Espagne et au Portugal, sont sévères et injustes. Les États membres sont engagés dans une course vers le moins disant social. Les effets de ce dumping se manifestent de plusieurs façons : le déplacement des usines vers les pays aux salaires nettement moins élevés ou présentant une fiscalité avantageuse, les détachements de main d'œuvre de ces pays vers la France en particulier.

Dans chacun des états, la crise crée une opportunité pour renforcer une politique régressive des droits sociaux et exacerbe ce dumping, soutenu par le lobbying des entreprises.

Les conséquences en sont un chômage très important dans de nombreux États et un niveau de vie qui diminue dangereusement pour beaucoup. En Europe, la pauvreté augmente. Et ceci est d'autant plus grave qu'aucun des problèmes fondamentaux sous-jacents à la crise de l'Euro n'a été résolu : les crises des banques, de la dette souveraine et de la compétitivité. Les causes de cette situation sont multiples, mais ce qui domine, c'est le manque de volonté pour trouver, ensemble, des solutions pour l'Europe. Chaque Etat voit d'abord ses propres intérêts : la solidarité entre les États membres baisse dangereusement !

Cette politique provoque les salariés à s'opposer entre eux quand l'entreprise où ils travaillent les licencient pour embaucher des salariés d'un pays européen plus pauvre avec des salaires, des conditions de travail et des lois du travail bien inférieures !

C'est dans cet horizon d'austérité que les mouvements anti-européens d'extrême-droite s'engouffrent pour distiller leurs idées racistes et xénophobes. C'est ce que fait le Front National chez nous. C'est un danger mortel pour la démocratie.

Notre choix de vote est important pour imposer des harmonisations qui empêchent les concurrences sociale, fiscale, salariale actuelles.

En ce moment aussi se négocie dans le plus grand secret un accord de libre échange transatlantique UE-Etats-Unis qui donnerait la prédominance du pouvoir aux multinationales sur les Etats. Il ne doit pas voir le jour.

La lutte contre les paradis fiscaux, l'aide aux pays membres pour réaliser la transition énergétique qui devient indispensable et qui est le grand chantier actuel, l'ouverture et la coopération avec les pays de la méditerranée, etc...devraient devenir les objectifs de l'Union.

Concernant la politique migratoire, l'UE ayant une frontière

commune, nous estimons que les dépenses relatives à l'accueil et l'intégration des migrants et des demandeurs d'asile devraient être réparties proportionnellement entre les États membres. Le respect des droits de l'homme exige un traitement humain des migrants à leur arrivée. Quant aux Roms, citoyens européens, ils doivent avoir les mêmes droits que tous les autres quels que soient les États où ils sont.

Par manque d'information, nous avons beaucoup de difficultés à comprendre ce qui se passe dans les différents États et les prises de positions de leurs gouvernements au Conseil Européen. A cela s'ajoute le fait que les députés au Parlement Européen ne font que peu de comptes rendus de mandat. Les élus et les médias en sont responsables. Ce sont des conditions qui atténuent le sentiment d'être européen. Et cela influe sur la motivation pour participer au vote. La construction de l'Europe doit redevenir notre affaire ! Nous ne pouvons pas tolérer que dans l'UE, l'un des continents les plus riches au monde, l'inquiétude pour vivre ou survivre soit le lot de tant de gens. Pour nous, le message évangélique s'adresse à tous. Il est un appel pressant pour remettre debout les femmes et les hommes de tous âges qui sont victimes de décisions prises au niveau des institutions européennes.

Pour ces élections, notre choix sera de repousser les listes d'extrême-droite et toutes celles qui acceptent une Europe libérale ; il ira vers celles qui s'engagent pour une société nettement plus juste et une solidarité efficace aussi bien entre les citoyens européens qu'entre les États.

Caen, le 12 mai 2014

Bernadette Biniakounou, Michel Carabeux, Marie Thérèse Colin, Colette Fourdeux, Michel Gigand, Michel Leconte, Michel Lefort, Pierre Leduc, Jean Marie Peynard, José Reis, Claude Simon.

Contact : Jean Marie Peynard : 02.31.20.26.70

Communiqué de la JEC

L'Europe, un défi au quotidien

A la suite de leur Assemblée Générale consacrée au thème de l'Europe et à la veille des élections, la Jeunesse Etudiante Chrétienne (JEC) propose par ce communiqué une brève réflexion sur les enjeux et les défis actuels de la construction européenne. Les jeunes se doivent d'être pleinement acteurs dans l'édification de la maison Europe sans pour autant toujours suivre les chemins empruntés par leurs aînés.

L'Europe est un défi au quotidien. Du 22 au 25 mai, 400 millions de citoyens sont appelés à participer aux élections européennes. En choisissant leurs représentants au Parlement européen, nous contribuons à l'édification de la maison Europe. Pourtant, selon un sondage Eurobaromètre, près de la moitié des citoyens ignore de quoi il retourne. Comment l'expliquer ? Difficile tout d'abord d'obtenir régulièrement des informations sur l'activité des institutions européennes alors même que certaines politiques concernent les jeunes au plus près comme l'emploi ou la liberté sur Internet. Les filtres nationaux et médiatiques tendent à brouiller les signaux, quitte parfois à les travestir à leur avantage. L'Europe devient alors un bouc émissaire commode. La démarche de s'informer régulièrement et en profondeur repose sur chacun d'entre nous.

Nous, jeunes, voulons vivre l'Europe comme une chance, une opportunité à saisir. La paix est un don précieux des générations précédentes qu'il convient d'entretenir par des actes concrets. Le succès du programme Erasmus – plus de 250 000 jeunes en profitent chaque année – démontre cette soif d'apprendre et de découvrir la richesse et la diversité de l'Europe qui animent les jeunes européens. Voyager, rencontrer, partager, autant de possibilités offertes par

l'Europe qu'il faut apprendre à exploiter pour se construire comme citoyen responsable aujourd'hui et demain. Il ne s'agit pas seulement de se demander ce que l'Europe peut nous rapporter mais aussi quelle pierre nous pouvons y apporter pour contribuer à en faire un espace de solidarité ouvert sur le monde.

Comment cependant ne pas voir les doutes et les déceptions qui entourent l'Europe ? La crise économique a frappé durement nos pays et plus particulièrement les jeunes. Le chômage, le travail précaire et les stages à répétition sont aujourd'hui au centre des craintes exprimées par les étudiants. Les plans d'austérité imposés aux pays du Sud de l'Europe renforcent les inégalités sociales et alimentent les tensions nationalistes. Cependant, nous sommes convaincus que si l'Union européenne est une démocratie, il importe que les citoyens européens puissent en changer les orientations et les politiques publiques.